



Communiqué de presse

Réglementations dans le secteur du cacao : opportunité ou risque ?

Berne, le 4 juillet 2024

Les membres de la Plate-forme suisse du cacao durable ont discuté aujourd'hui, à l'occasion de leur assemblée annuelle, les chances et risques des réglementations dans le domaine de la durabilité. Ils ont également approuvé le rapport annuel 2023, qui résume les grandes étapes de la Plate-forme au cours de l'année écoulée.

- Lors de l'assemblée annuelle de la Plate-forme suisse du cacao durable, la discussion sur les chances et les risques des réglementations dans le domaine de la durabilité a été au centre des débats.
- La Plate-forme a déjà atteint en 2023 l'objectif d'importer 80 % de cacao durable en Suisse d'ici 2025. Les instruments pour y parvenir sont des certifications telles que Fairtrade Max Havelaar, Rainforest Alliance ou des programmes d'entreprises qui sont vérifiés de manière indépendante.
- Le débat sur la réglementation dans le secteur du cacao montre toutefois que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour relever efficacement les défis auxquels sont confrontés les pays producteurs de cacao.

En 2023, 82 % du cacao importé en Suisse provenait d'une production durable. Ce résultat correspond à une augmentation de 7 % par rapport à l'année précédente 2022. Selon [le rapport annuel 2023](#) publié aujourd'hui, 82 % des importations de cacao en Suisse sont donc désormais soit certifiées selon une norme de durabilité internationalement reconnue, soit produites selon un programme d'entreprise vérifié par des tiers indépendants. L'objectif de la plate-forme, à savoir importer 80 % de cacao durable en Suisse d'ici 2025, a donc été atteint en 2023, et cette tendance devrait se poursuivre. Filippo Veglio, président de la Plate-forme suisse du cacao durable, déclare: "Il faut toutefois souligner que les programmes de certification et de vérification des entreprises constituent une étape importante, mais que les défis sociaux et environnementaux dans les pays producteurs de cacao exigent des efforts conjoints plus vastes de la part de tous les acteurs du secteur du cacao".

La discussion sur les réglementations européennes et suisses dans le secteur du cacao a montré qu'il était important que les entreprises du secteur soient mises sur un pied d'égalité. Il a été reconnu que la chance de la réglementation est que l'économie durable pourrait devenir la nouvelle norme. Parallèlement, des voix se sont élevées pour évoquer les risques. Les préoccupations des consommateurs sont certes prises en compte, mais les conséquences pour les cultivateurs de cacao ne le sont pas assez. Lorsque des réglementations sont élaborées et mises en œuvre, leurs

éventuels effets secondaires doivent être pris en compte : Une charge de travail supplémentaire pour tous les acteurs de la chaîne de valeur, des avantages incertains et le risque que les entreprises puissent se procurer leur cacao dans des régions moins fragiles.

C'est dans ce sens que la secrétaire d'État Helene Budliger Artieda du SECO a plaidé lors de la table ronde de l'assemblée annuelle : "Nous avons besoin d'un "smart mix" composé de réglementations et d'instruments de marché. Ces derniers peuvent être des approches volontaires qui encouragent une production durable tout en tenant compte des besoins des maillons les plus faibles de la chaîne de valeur".

Afin de répondre à l'évolution dynamique des réalités et des besoins dans le secteur du cacao, la Plate-forme suisse du cacao durable examinera l'année prochaine son cadre d'objectifs et le révisera si nécessaire. La participation et l'implication de tous les acteurs importants du secteur restent essentielles.

Contact pour les médias

Plate-forme suisse du cacao durable
Joël Frei, chargé de communication
031 311 65 11, joel.frei@kakaoplattform.ch

[La Plate-forme suisse du cacao durable](#)

Nous sommes une initiative multipartite qui rassemble les organisations basées en Suisse qui sont pertinentes pour la chaîne de valeur du cacao, y compris les fabricants de chocolat, les négociants et les importateurs de cacao, les détaillants alimentaires, le secteur public, les organisations non gouvernementales et les instituts de recherche. 95% de tous les produits de cacao importés en Suisse sont couverts par nos membres.

Nos 96 membres mettent en commun leurs connaissances et leurs efforts afin d'œuvrer pour une plus grande durabilité dans la chaîne de valeur du cacao. Ils veulent améliorer les conditions de vie des cultivateurs de cacao et de leurs familles, protéger les ressources naturelles et créer une chaîne de valeur du cacao viable et résiliente pour les générations actuelles et futures.